# METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

# NOTE DE SYNTHESE RELATIVE AU RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

INDEMNISATION AMIABLE DES PRÉJUDICES ECONOMIQUES SUBIS PAR LES PROFESSIONNELS RIVERAINS D'OPÉRATIONS D'AMÉNAGEMENT SOUS MAÎTRISE D'OUVRAGE DE LA MÉTROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.

Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.

Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Lors de sa réunion du **24 janvier 2018** la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est prononcée sur :

1) La recevabilité de **01** demande d'indemnisation :

# Rue PARADIS

Commission métropolitaine d'indemnisation amiable du 24 janvier 2018				
Nombre de dossier				
présenté pour cette	01			
Commission				

# 2) L'indemnisation de 01 dossier :

Vieux-Port 2

Commission métropolitaine d'indemnisation amiable du 24 janvier 2018				
Nombre de dossier présenté pour cette Commission	01			
Montant de l'indemnisation proposée par la Commission métropolitaine	18 628,00 €			
Montant des indemnisations déjà accordées	373 348,00 €			
Total Général Vieux-Port II	391 976,00 €			

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité d'une demande d'indemnisation précitée, ainsi que 01 dossier ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire pour un montant d'indemnisation de 18 628,00 €

# RAPPORT AU BUREAU DE LA METROPOLE

Finances et Administration Générale
■ Séance du 15 février 2018
<ul> <li>Indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole d'Aix-Marseille- Provence</li> </ul>
Monsieur le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :
La Métropole Aix-Marseille-Provence entrevoit d'engager d'importants travaux d'aménagement structurant sur le territoire métropolitain.
Toutefois, consciente que les gênes et perturbations engendrées par ces travaux auront une incidence importante sur l'activité économique riveraine des chantiers, la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'instaurer une procédure d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains de ces futurs chantiers.
Ainsi, par délibération du 30 juin 2016, elle a créé une Commission métropolitaine d'indemnisation amiable des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
La Commission métropolitaine d'indemnisation amiable examine les réclamations des professionnels et propose des indemnisations pour les préjudices économiques en lien de causalité direct avec les travaux engagés dès lors qu'ils ont été réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
Lors de sa réunion du <b>24 janvier 2018</b> , la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable s'est

1) La recevabilité de **01** demande d'indemnisation :

prononcée sur :

# A été déclaré non recevable car situé hors du périmètre des travaux, le dossier suivant :

- PRD-2018/01/5: LA TABLE DE TITOU du 06 février 2017 au 06 novembre 2017
- 2) Le montant de l'indemnité proposée dans le cadre du dossier suivant auquel elle a décidé d'appliquer une pondération des 40 % sur le montant du préjudice déterminé par expertise judiciaire, au titre des sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité :

### **VIEUX-PORT II**

Référence	Nom	Adresse	Date de travaux	Préjudice évalué par expert	Proposition de la Commission
VXPII-2016/12/20	BAR TABAC BEAU RIVAGE	13A Quai de Rive Neuve 13007 Marseille	15/09/15 au 31/05/16	31 046,00 €	18 628,00 €
TOTAL			31 046,00€	18 628,00€	

Montant des indemnisations déjà accordées	373 348,00 €
Total général Vieux-Port II	391 976,00 €

Par conséquent, il est proposé d'adopter l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen du montant d'indemnisation retenu pour 01 dossier ayant fait l'objet d'une expertise judiciaire.

Telle est la raison qui nous incite à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ciaprès :

### Le Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence,

#### ۷u

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence;

- La délibération HN 009-011/16/CM du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence.
- L'avis rendu par le Conseil de Territoire de Marseille Provence en date du 24 juin 2016.
- La délibération FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016 relative à la constitution de la Commission d'Indemnisation amiable de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence pour des préjudices économiques subis par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole;
- La lettre de saisine du Président du Conseil de Métropole;

•

# Ouï le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

#### Considérant

• Qu'il convient de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

#### Délibère :

## Article 1:

Est approuvée l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'examen de la recevabilité du dossier de demande d'indemnisation précité.

#### Article 2:

Est approuvé l'avis de la Commission métropolitaine d'indemnisation amiable relatif à l'indemnisation du dossier précité pour un montant total de **18 628,00** euros.

#### Article 3:

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer le protocole d'accord transactionnel ci-annexé ainsi que tout acte nécessaire à la mise en œuvre de ces décisions.

# Article 4:

Les crédits nécessaires sont inscrits au **Budget 2018** de la Métropole Aix-Marseille-Provence : Sous-**Politique C311 – Nature 65888 – Fonction 851 – Chapitre 65 – 4DIFRA.** 

.....

Pour Enrôlement, Pour Le Président de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence et par délégation Le Vice-Président délégué Finances.

Roland BLUM

# PROTOCOLE D' ACCORD TRANSACTIONNEL

#### Entre:

La Métropole Aix-Marseille-Provence dont le siège est établi au PHARO, 58 avenue Charles LIVON, Marseille 7ème,

Représentée par son Président, Monsieur Jean-Claude GAUDIN, habilité par délibération du Conseil de Métropole n° HN 010-012/16/CM séance du 17 mars 2016,

# D'une part,

et

SNC B.R.E, Société en Nom Collectif au capital de 164 718,00 Euros, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 488 251 174 R.C.S Marseille dont le siège social est domicilié 13 A quai de rive neuve – 13001 Marseille et exploitant à la même adresse, un commerce sous l'enseigne BAR TABAC BEAU RIVAGE,

Représentée par son Gérant,

Monsieur Yazid ELAHCENE, né le 18 août 1964 à Marseille (France), domicilié au 41-43 Traverse Parangon – Résidence la Redonne - 13008 Marseille

# D'autre part,

# Il est rappelé ce qui suit :

Afin de minimiser l'impact sur la vie économique locale des travaux engagés dans le cadre d'opérations d'aménagements structurants, la Métropole Aix-Marseille-Provence a constitué, par délibération n° FAG 059-483/16/CM du 30 juin 2016, une « Commission d'indemnisation à l'amiable du préjudice économique » subi par les professionnels riverains d'opérations d'aménagement sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole.

Cette Commission a la double mission d'instruire les dossiers d'indemnisation et d'émettre un avis de manière à éclairer la décision finale qui sera prise par l'organe de la Métropole qui décidera du caractère d'indemnisable ou non du préjudice et fixera le montant de l'indemnité grâce à une convention de transaction.

Dans ce contexte, après avis de ladite Commission et à la demande de la Métropole Aix-Marseille Provence, Madame la Présidente du Tribunal Administratif a désigné par ordonnance rendue le 10 juillet 2017 Jacques RUINET, en qualité d'expert, avec mission de rechercher tous éléments relatifs au préjudice d'exploitation subi par SNC B.R.E du fait des travaux de la 2ème phase de la semi-piétonisation autour du Vieux-Port sur le quai de Rive Neuve, de la Place aux Huiles au bassin du Carénage, pour la période du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016.

Les frais d'expertise ont été pris en charge par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Dans son rapport daté du 27 novembre 2017, l'expert a estimé le préjudice à 31 046 Euros (trente et un mille quarante-six Euros) pour la période du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016. Sur cette base, la Commission a émis un avis favorable pour un montant de 18 628 Euros (dix-huit mille six cent vingt-huit Euros) à titre d'indemnité correspondant à la gêne excédant les sujétions normales que les riverains de la voie publique sont tenus de supporter sans indemnité.

Par délibération FAG 001-XXXX/18/BM séance du 15 février 2018, le Bureau de la Métropole a décidé d'adopter cette proposition.

En cet état, les parties se sont rapprochées dans l'objectif de régler à l'amiable la réparation du préjudice subi par SNC B.R.E, pour la période du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016, par le versement d'une indemnité définitive.

Ceci étant rappelé, les parties ont convenu ce qui suit :

# Article 1 : OBJET

Le présent protocole a pour objet l'indemnisation amiable de SNC B.R.E, pour le préjudice causé par les travaux de la 2ème phase de la semi-piétonisation autour du Vieux-Port sur le quai de Rive Neuve, de la Place aux Huiles au bassin du Carénage pour la période du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016.

# <u>Article 2</u>: <u>MONTANT DE LA TRANSACTION</u>

Après rapprochement des parties, il est convenu que la Métropole Aix-Marseille-Provence versera à la société SNC B.R.E la somme de 18 628 Euros (dix-huit mille six cent vingt-huit Euros).

Cette somme est versée à titre forfaitaire et pour solde de tout compte, ce qui est expressément accepté sans réserve par SNC B.R.E qui reconnaît qu'elle la dédommage de l'intégralité du préjudice subi en raison des travaux de la 2ème phase de la semi-piétonisation autour du Vieux-Port sur le quai de Rive Neuve, de la Place aux Huiles au bassin du Carénage pour la période du 15 septembre 2015 au 31 mai 2016.

Le règlement de la somme précitée sera effectué au bénéfice de SNC B.R.E, dans un délai de 45 jours au compte suivant :

Code Banque	Code Guichet	Numéro de Compte	Clé RIB
11306	00036	98769812050	71
Titulaire du compte		SNC B.R.E	

#### <u>Article 3</u>: <u>EFFETS DE LA TRANSACTION</u>

Cette transaction est réglée par les dispositions des articles 2044 et suivant du Code Civil et a autorité de chose jugée au sens de l'article 2052 du Code Civil.

En conséquence, la société SNC B.R.E renonce expressément à tout recours amiable ou contentieux, relatif au préjudice actuel et futur indemnisé par le présent accord qui règle définitivement le différend né de la situation qui y est visée.

# <u>Article 4</u>: <u>FRAIS ET HONORAIRES</u>

Chaque partie conserve à sa charge l'intégralité des frais et honoraires de toutes sortes qu'elle aura engagés pour aboutir à la présente transaction.

# Article 5: PRISE D'EFFET

Le présent protocole prendra effet à compter de sa notification par la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Fait à Marseille en 3 exemplaires,

Porter la mention manuscrite :

("Lu et Approuvé, bon pour accord à titre transactionnel forfaitaire et définitif")

Pour La société SNC B.R.E,

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Monsieur Yazid ELAHCENE Gérant

M. Jean-Claude GAUDIN Président

